L'économie post-CEDEAO : Défis et opportunités pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger

Etienne Fakaba Sissoko, Laya Amadou, Alassane Lamine

▶ **To cite this version:**

Etienne Fakaba Sissoko, Laya Amadou, Alassane Lamine. L'économie post-CEDEAO : Défis et opportunités pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Économie et finance quantitative [q-fin]. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 5(1), 289-307., 2024. tel-04500035

HAL Id: tel-04500035

https://theses.hal.science/tel-04500035

Submitted on 11 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

ISSN: 2658-8455
Volume 5, Issue 1 (2024), pp. 289-307
© Authors: CC BY-NC-ND

IJAFAME
International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics

L'économie post-CEDEAO : Défis et opportunités pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger

The Post-ECOWAS Economy: Challenges and Opportunities for Mali, Burkina Faso, and Niger

Etienne Fakaba SISSOKO, (*Docteur en Macroéconomie Internationale)*
Centre de Recherche et d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales (CRAPES)
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG)
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

Laya Amadou GUINDO, *(Docteur en Macroéconomie Monétaire et Institutionnelle)*
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG)
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

Alassane Lamine TRAORE *(Docteur en Sciences Économiques)*
Think Tank Reconquête
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG)
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

Adresse de correspondance :	Campus Universitaire de Badalabougou, FSEG, Mali
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	SISSOKO, E. F., GUINDO, L. A., & TRAORE, A. L. (2024). L'économie post-CEDEAO : Défis et opportunités pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 5(1), 289-307. https://doi.org/10.5281/zenodo.10608041
Licence	**Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND**

L'économie post-CEDEAO : Défis et opportunités pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger

Résumé

Cette étude évalue l'impact du retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO, en se concentrant sur les implications économiques, politiques et sociales de cette décision. Elle explore le contexte historique et politique de leur adhésion et de leur retrait, soulignant les tensions entre les objectifs initiaux de la CEDEAO et les réalités politiques actuelles qui ont conduit à des sanctions affectant leurs économies. Utilisant une méthodologie qualitative et diverses sources secondaires, la recherche révèle des défis potentiels tels que des perturbations commerciales et des conséquences sur les politiques monétaires et fiscales, ainsi que des opportunités pour de nouveaux partenariats, une plus grande autonomie économique et l'exploration de nouveaux marchés. Une comparaison avec d'autres cas de retraits d'unions économiques, comme le Brexit, offre des perspectives sur les implications de telles décisions. Le retrait de ces pays de la CEDEAO est présenté comme un événement significatif avec des implications profondes et complexes pour l'économie régionale ouest-africaine. Il pose des défis considérables, mais ouvre également des opportunités uniques pour redéfinir les relations économiques et politiques dans la région. L'étude souligne la nécessité d'ajustements stratégiques aux niveaux national et régional et propose des recherches futures pour évaluer les impacts microéconomiques du retrait et l'impact des nouvelles alliances économiques et des accords commerciaux.

Mots Clés : Retrait ; CEDEAO ; AES ; Burkina Faso, Mali ; Niger.
Classification JEL : E00 ; E02 ; E42 ; F02
Type de l'article : Article empirique

Abstract

This study assesses the impact of Mali, Burkina Faso, and Niger's withdrawal from ECOWAS, focusing on the economic, political, and social implications. It delves into the historical and political context of their membership and exit, highlighting tensions between ECOWAS's initial goals and current political realities, leading to economic sanctions. Utilizing a qualitative methodology and diverse secondary sources, the research uncovers potential challenges such as trade disruptions and effects on monetary and fiscal policies, alongside opportunities for new partnerships, economic autonomy, and market exploration. Insights from comparisons with other economic union withdrawals, like Brexit, elucidate the consequences of such decisions. This withdrawal is depicted as a pivotal event with profound, multifaceted implications for West Africa's regional economy, presenting significant challenges but also unique opportunities for reshaping economic and political relations. The study underscores the need for strategic adjustments at national and regional levels and suggests future research to assess microeconomic impacts and the effects of new economic alliances and trade agreements.

Keywords: Withdrawal; ECOWAS; AES; Burkina Faso; Mali; Niger.
Classification JEL : E00 ; E02 ; E42 ; F02
Paper type : Empirical recherch

ISSN: 2658-8455
Volume 5, Issue 1 (2024), pp. 289-307
© Authors: CC BY-NC-ND
IJAFAME
International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics

1. Introduction :

Dans l'arène dynamique des unions économiques régionales, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est établie comme un pilier fondamental de l'aspiration à une Afrique intégrée. Créée le 28 mai 1975, cette organisation a été louée pour avoir réalisé des avancées significatives dans les domaines politique, économique et sécuritaire, positionnant l'Afrique de l'Ouest comme l'une des régions les plus intégrées du continent (Ecofin Hebdo, 2023). Cependant, près d'un demi-siècle après sa création, le retrait de la CEDEAO ce dimanche 28 janvier 2024, des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), composé du Mali, du Burkina Faso et du Niger, soulève des questions critiques sur l'efficacité et l'avenir de l'intégration régionale en Afrique.

Ce retrait représente un moment charnière, non seulement pour les pays concernés mais également pour l'ensemble de la structure de la CEDEAO. Il invite à une réflexion sur la capacité de l'organisation à rester fidèle à ses principes fondateurs, tels que la consolidation de la démocratie, l'égalité entre les États membres, la solidarité, la non-agression et la promotion de la paix et de la sécurité régionale, en plus de s'engager dans une quête collective de développement économique et de respect des droits de l'homme (Traité de la CEDEAO).

L'objet de cet article est d'évaluer l'impact de cette décision de retrait certes inédite, mais non surprenante pour bons nombres d'analystes, sur l'économie des trois nations en question, tout en identifiant les défis et les opportunités qui se dessinent à l'horizon. La problématique centrale qui guide notre enquête est la suivante ***: Quelles seront les conséquences économiques du retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO, et comment ces pays peuvent-ils naviguer à travers les défis et maximiser les opportunités résultant de cette nouvelle orientation politique ?***

Pour mener à bien cette analyse, nous adopterons une méthodologie qualitative, basée sur l'examen de sources secondaires, telles que des articles académiques, des rapports institutionnels et des documents législatifs et réglementaires, des communiqués et déclarations des autorités des pays concernés, pour former une synthèse robuste et nuancée.

Cet article se déroulera en plusieurs parties. Nous commencerons par une analyse du contexte historique et politique de la création de la CEDEAO et des raisons sous-jacentes au retrait des trois États. Ensuite, nous examinerons l'état économique des pays avant le retrait et les effets prévisibles du retrait sur leurs économies. Après quoi, nous discuterons des défis économiques et politiques immédiats posés par le retrait, avant de conclure sur les perspectives futures et les potentielles voies d'intégration économique pour ces États hors du cadre de la CEDEAO.

2. Contexte historique et politique :

L'intégration du Mali, du Burkina Faso et du Niger dans la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 1975 représentait un pas décisif vers l'intégration régionale et le renforcement de la coopération économique. Cette adhésion, consacrée par le traité de Lagos, symbolisait l'engagement de ces nations envers un partenariat économique interétatique. Toutefois, la solidité de cette collaboration a été éprouvée par des crises politiques récurrentes et des coups d'État, mettant en lumière les vulnérabilités et les tensions internes à l'organisation (Ecofin Hebdo, 2023).

En effet, les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), ont fait part, le 28 janvier 2024, de leur décision de se retirer "sans délai" de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une organisation dont ils étaient membres fondateurs. Cette décision, bien qu'immédiate dans son annonce, est soumise à un processus officiel de retrait qui, selon le traité de l'organisation, nécessite un préavis d'un an. Le précédent de la Mauritanie, qui s'est retirée de la CEDEAO en 2000 pour se concentrer sur l'Union du Maghreb Arabe (UMA), illustre la

procédure formelle de retrait prévue par le traité de la CEDEAO. Ce processus implique une notification écrite et un délai d'un an avant que le retrait ne devienne effectif, période pendant laquelle l'État membre doit continuer à respecter les obligations du traité.

Ce type de retrait, unique dans l'histoire de la CEDEAO, pourrait avoir des implications profondes, non seulement pour les trois pays concernés, mais aussi pour l'ensemble de la région, en termes de mobilité des biens et des personnes, de commerce et de politique régionale. Il convient de rappeler que l'évolution vers le retrait de ces pays de la CEDEAO a été marquée par des sanctions économiques et politiques suite à ces changements de régime considérés non démocratiques. En particulier, le Niger, suite au coup d'État, a été confronté à des sanctions de la CEDEAO, entrainant la suspension de toutes les transactions commerciales et financières avec les membres, exacerbant ainsi ses difficultés économiques liées à sa dépendance à l'aide étrangère (Hutton, 2023).

Sur les motifs, les griefs des trois pays à l'égard de la CEDEAO incluent un sentiment d'éloignement par rapport aux idéaux panafricains de ses pères fondateurs, une influence jugée excessive de puissances étrangères, et un sentiment d'abandon dans leur lutte contre le terrorisme, exacerbé par l'imposition de sanctions qu'ils qualifient *d'"illégales, illégitimes, inhumaines et irresponsables"*.(Communiqué Conjoint AES, 2024)

D'autre part, la CEDEAO reproche à ces pays leur instabilité politique, notamment après les coups d'État qui ont renversé les dirigeants du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Ces tensions politiques ont entravé les relations avec l'organisation, qui a suspendu ces pays de ses instances. Les sanctions économiques et les blocus commerciaux imposés, notamment au Niger, ont eu un impact significatif sur l'économie de ces pays, exacerbant la crise alimentaire et sanitaire. (Sissoko, & Dembélé, 2023)

Les trois États sahéliens, tous sans littoral, jouent un rôle crucial dans la dynamique régionale de la CEDEAO. Ces États, ont subi des difficultés économiques majeures, avec des balances commerciales déficitaires, soulignant leur vulnérabilité vis-à-vis des marchés extérieurs. Par exemple, les sanctions de la CEDEAO contre le Mali à la suite du double coup d'État militaire ont frappé presque tous les secteurs de son économie, menaçant le pays d'une récession (Faye, Ngom, et Ba, 2022).

Leur retrait pourrait reconfigurer la géographie politique de l'organisation, la limitant aux États côtiers d'Afrique de l'Ouest. Ces pays, confrontés à des défis communs tels que l'insécurité et la pauvreté, ont également pris des mesures pour se distancer de la France et se rapprocher de la Russie, notamment sur le plan militaire et politique.

En formant l'Alliance des États du Sahel (AES) en septembre 2023, ces nations ont manifesté leur aspiration à une souveraineté accrue et un engagement renouvelé envers le panafricanisme. Cette démarche s'inscrit dans un contexte de remise en question des alliances traditionnelles et de recherche d'une plus grande autonomie régionale.

En outre, l'économie malienne a démontré une certaine résilience en 2023 malgré les sanctions, soutenue par la reprise de l'agriculture vivrière et la robustesse des secteurs de l'or et des télécommunications. Cependant, l'inflation a augmenté, principalement due à la hausse des prix des denrées alimentaires atteignant 9,7%. Pour financer ses besoins, le Mali s'est tourné vers le marché des obligations de l'UEMOA, avec l'émission régulière de Bons et d'Obligations assimilables du Trésor. Cette stratégie indique une dépendance croissante du Mali au financement régional face aux défis financiers accrus, illustrant une adaptation économique dans un contexte politique et économique complexe.

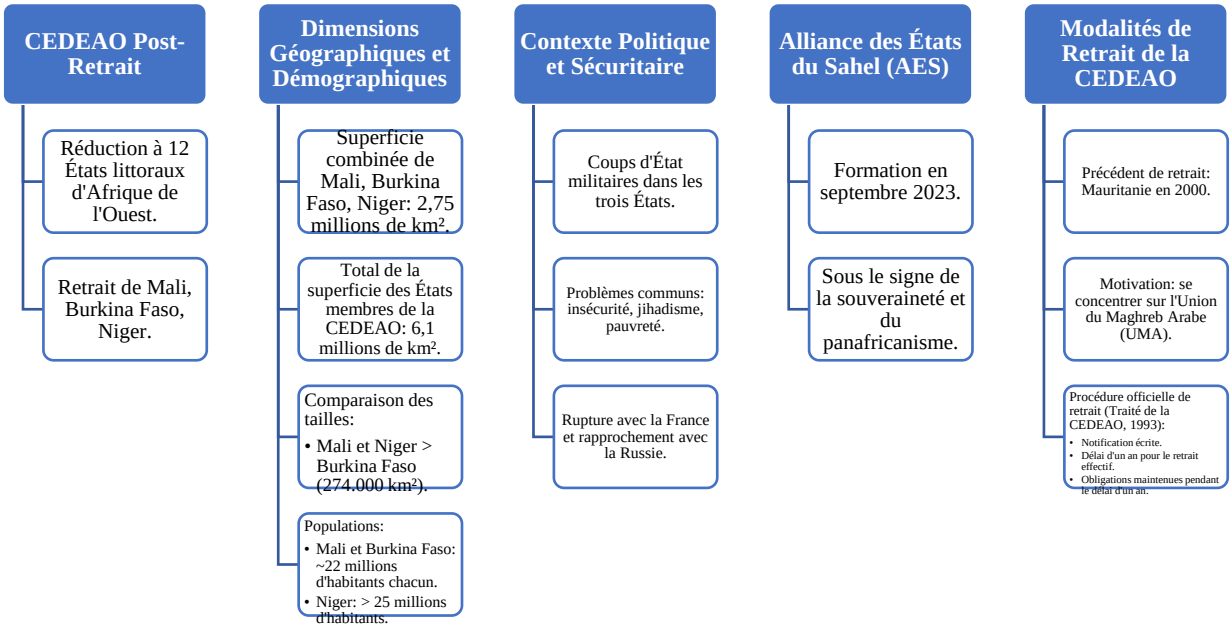
Dans un contexte de tensions sécuritaires croissantes, le Mali a renforcé sa collaboration avec des partenaires russes, comme le groupe Wagner, en réaction à l'exclusion des forces internationales telles que Barkhane, la MINUSMA ou le G5 Sahel. Cette orientation a complexifié davantage les relations internationales de ces nations (Sebego et Gbaguidi, 2020).

Après près de 50 ans d'existence, la CEDEAO se trouve confrontée à d'importants défis pour

ISSN: 2658-8455
Volume 5, Issue 1 (2024), pp. 289-307
© Authors: CC BY-NC-ND
IJAFAME
International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics

atteindre ses objectifs d'intégration et de coopération, souvent entravés par des crises politiques et sécuritaires persistantes (Sissoko et al., 2023).

Figure 1 : Panorama du contexte de retrait



Source : Auteurs, 2024

3. L'analyse du retrait

La décision du Burkina Faso, du Mali et du Niger de se retirer de la CEDEAO soulève plusieurs points critiques. Premièrement, cette résolution majeure a été prise par des gouvernements issus de coups d'État, sans légitimité démocratique, sans débats au sein des assemblées législatives de transition, et sans consultation des populations.

Deuxièmement, les dirigeants de la CEDEAO, malgré leurs processus politiques internes imparfaits, ont contribué à l'affaiblissement de l'organisation et à sa montée d'impopularité, en particulier avec la menace d'intervention militaire au Niger et des sanctions économiques sévères. Une approche plus nuancée et attentive aux conditions des pays sahéliens aurait été préférable. Troisièmement, le retrait de la CEDEAO ne s'accompagne pas d'un retrait de l'UEMOA, dont le niveau d'intégration est supérieur. Un retrait de l'UEMOA aurait des conséquences économiques et financières majeures, et la création d'une nouvelle monnaie ou de systèmes financiers indépendants pour l'Alliance des États du Sahel (AES) présente des défis significatifs. Par ailleurs, ce retrait offre des bénéfices politiques immédiats pour les gouvernements de Bamako, Ouagadougou et Niamey, mais cela pourrait n'être qu'une diversion, éloignant l'attention des problèmes répressifs et économiques internes.

Aussi, l'impact du retrait sur la libre circulation des personnes et des biens est limité, car la procédure officielle de la CEDEAO exige un délai d'un an avant le retrait effectif, et l'appartenance à l'UEMOA maintient certains piliers d'intégration.

Enfin, l'enjeu majeur est l'avenir de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. La fragmentation de la région peut menacer la paix, la sécurité et le progrès, et risque d'entraîner une déstabilisation accrue. Il est crucial de reconnaître les risques d'une déstabilisation plus profonde et de travailler pour une Afrique de l'Ouest intégrée et ambitieuse.

4. Théories mobilisées et Revue de la Littérature

4.1. Théories mobilisées

Notre analyse des conséquences économiques, politiques et sociales du retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la CEDEAO s'appuie sur plusieurs théories clés en économie et relations internationales. Ces cadres théoriques permettent non seulement d'évaluer les défis et opportunités découlant de cette décision mais aussi de comprendre les implications à plus long terme pour la région et les relations internationales.

- **Théorie de l'Intégration Régionale (Balassa, 1961)** :

Cette théorie, qui propose un modèle progressif d'intégration économique, de la zone de libre-échange à l'union économique complète, est cruciale pour comprendre le contexte de l'adhésion initiale des pays à la CEDEAO. Elle permet d'évaluer les motivations économiques sous-jacentes et les bénéfices espérés, ainsi que les implications du retrait, qui marque une régression dans ce continuum d'intégration.

- **Théorie de l'Interdépendance Complexe (Keohane et Nye, 1977)** :

Cette approche met en lumière la manière dont les États sont liés par des réseaux économiques et politiques multiples et interdépendants. Elle est essentielle pour analyser les répercussions du retrait sur les relations interétatiques et les dynamiques de pouvoir dans un monde globalisé, où les actions d'un État ont des conséquences bien au-delà de ses frontières.

- **Théorie du Néo-Réalisme (Waltz, 1979)** :

Ce cadre souligne la quête des États pour le pouvoir et la sécurité dans un système international anarchique. Elle aide à comprendre les motivations des pays de l'AES à se retirer de la CEDEAO dans le but de préserver leur autonomie et de poursuivre leurs intérêts stratégiques propres, notamment face à des défis de sécurité régionaux et à des pressions politiques internes et externes.

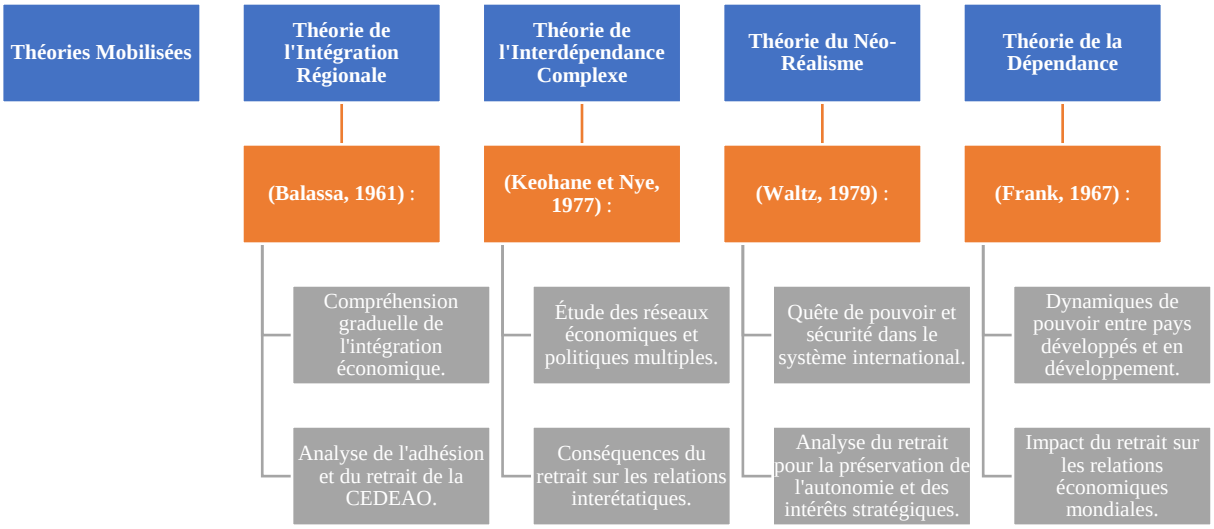
- **Théorie de la Dépendance (Frank, 1967)** :

Cette théorie explore les dynamiques de pouvoir entre pays développés et en développement, offrant un cadre pour examiner l'impact du retrait sur les relations économiques des pays de l'AES avec le monde extérieur et leur positionnement dans l'économie mondiale. Elle permet d'analyser comment la dépendance économique et politique peut influencer les décisions de politique étrangère et économique.

En combinant ces théories, notre étude vise à fournir une compréhension complète et nuancée du retrait de la CEDEAO, en tenant compte non seulement des effets économiques immédiats, mais aussi des implications à long terme sur la dynamique régionale, les relations internationales et les structures de dépendance économique. Cette approche multidisciplinaire est essentielle pour appréhender les enjeux complexes et les potentiels chemins de développement futurs pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger dans un contexte post-CEDEAO (Balassa, 1961; Keohane et Nye, 1977; Waltz, 1979; Frank, 1967).

ISSN: 2658-8455
Volume 5, Issue 1 (2024), pp. 289-307
© Authors: CC BY-NC-ND
IJAFAME
International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics

Figure 2 : Schéma conceptuel des Théories mobilisées



Source : Auteur, 2024

4.2. Revue de la littérature

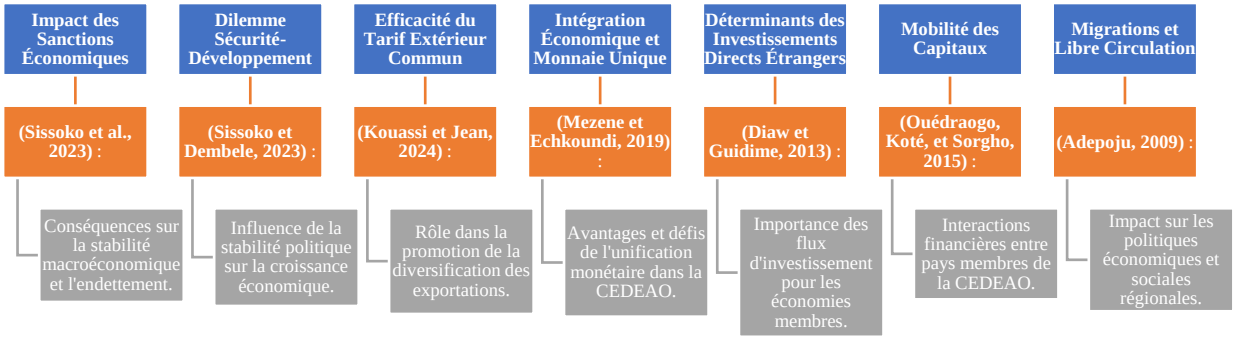
La revue critique de la littérature de cette recherche explore une série d'études pertinentes concernant les impacts économiques et politiques de l'adhésion et du retrait des pays de la CEDEAO. L'étude de SISSOKO et DEMBELE (2023), évalue les conséquences des sanctions économiques imposées par la CEDEAO en 2022, en se focalisant sur les défis de stabilité macroéconomique et l'endettement accru au Mali. Cette analyse est essentielle pour comprendre l'impact des décisions politiques régionales sur la structure financière des pays membres.

Par ailleurs, Sissoko et al. (2023) abordent le dilemme entre sécurité et développement, examinant comment les exigences de stabilité politique influencent la croissance économique dans le contexte particulier des élections de 2024 et des pressions internationales. KOUASSI et Jean (2024) discutent, quant à eux, de l'efficacité du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO dans la promotion de la diversification des exportations, offrant un aperçu crucial sur le rôle des politiques économiques régionales dans le commerce extérieur. MEZENE et Echkoundi (2019) étudient l'intégration économique entre les pays de la CEDEAO à l'ère d'une monnaie unique, fournissant des perspectives importantes sur les avantages et les défis associés à l'unification monétaire. Diaw et Guidime (2013) apportent une analyse dynamique des déterminants des investissements directs étrangers dans la région, soulignant l'importance des flux d'investissement pour les économies des pays membres.

Enfin, Ouédraogo, Koté, et Sorgho (2015) se concentrent sur la mobilité des capitaux en Afrique de l'Ouest, examinant les interactions financières entre les pays membres de la CEDEAO. Adepoju (2009) aborde les migrations en Afrique de l'Ouest dans le contexte de la libre circulation au sein de la CEDEAO, mettant en lumière l'impact de ces dynamiques sur les politiques économiques et sociales régionales.

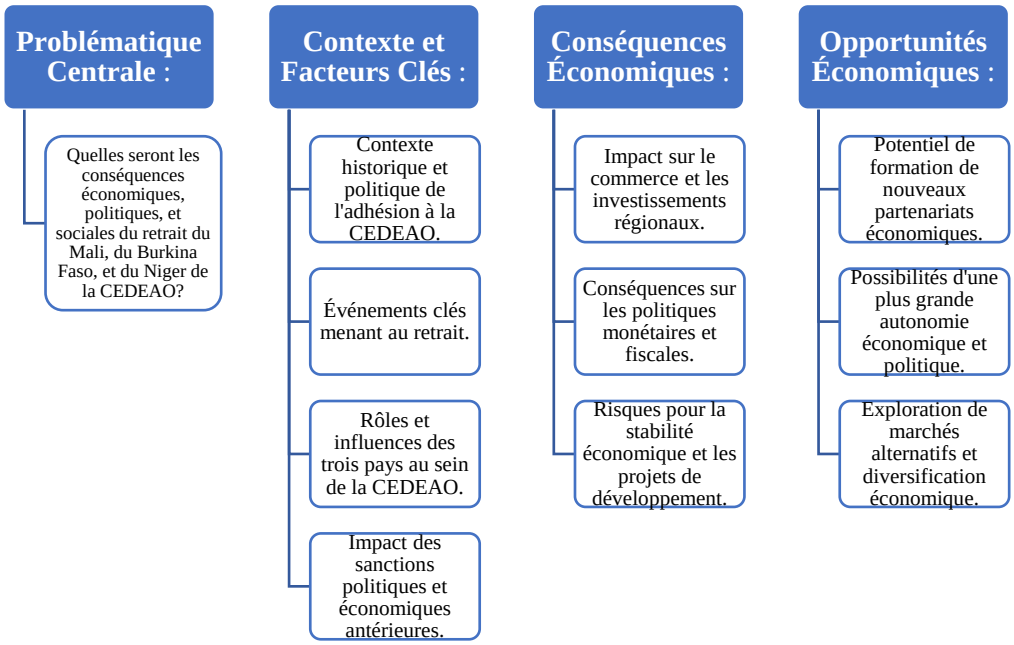
En somme, ces travaux offrent une compréhension approfondie des défis et opportunités économiques et politiques associés à l'intégration régionale et aux politiques de la CEDEAO, soulignant l'importance d'une analyse nuancée et multidisciplinaire pour comprendre les implications de l'adhésion et du retrait des pays de cette organisation régionale.

Figure 3 : Schéma conceptuel de la revue de la littérature



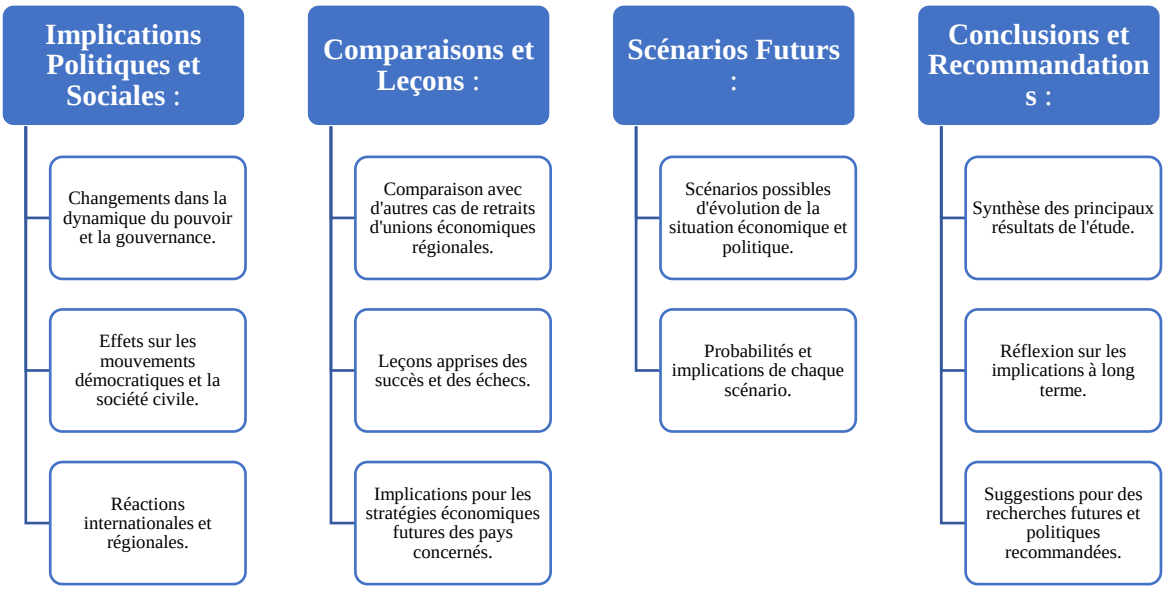
Source : Auteur, 2024

Figure 4: Schéma conceptuel de la problématique



Source : Auteurs, 2024

Figure 5 : Schéma conceptuel de la problématique(suite)



Source : Auteurs, 2024

ISSN: 2658-8455
Volume 5, Issue 1 (2024), pp. 289-307
© Authors: CC BY-NC-ND
IJAFAME
International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics

5. Méthodologie de Recherche

Cette section détaille la méthodologie employée pour analyser les répercussions du retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO sur les plans économique, politique et social.

5.1. Terrain et données de l'étude

Les données utilisées dans cette étude ont été recueillies à partir de diverses sources, notamment des rapports institutionnels, des communiqués de presse, des comptes rendus de conseils de ministres, ainsi que des lois de finances des pays concernés. Ces données ont été complétées par des informations issues de bases de données économiques internationales comme celles de la Banque Mondiale et du FMI. Cette approche a permis d'assurer une analyse complète et fiable des indicateurs économiques des pays concernés (Yin, 2003).

5.2. Modèle de recherche

La recherche a adopté une approche qualitative, en utilisant des techniques d'analyse de contenu pour traiter les documents recueillis. Les variables clés comprenaient les indicateurs économiques, les indices de stabilité politique, et les mesures des flux commerciaux et d'investissement. Un schéma conceptuel a été élaboré pour illustrer les interrelations entre ces variables et les impacts anticipés du retrait de la CEDEAO (Creswell, 2013).

5.3. Traitement des données

Le traitement des données qualitatives de cette étude s'est focalisé sur une analyse approfondie des entretiens et des documents textuels. Utilisant le logiciel NVIVO, nous avons procédé à une analyse thématique, ce qui a permis de dégager les tendances clés, les motifs récurrents et les perspectives diverses des parties prenantes concernant le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO. Cette approche a été complétée par une analyse manuelle pour affiner l'interprétation des données et garantir une compréhension nuancée des impacts politiques et économiques. Cette méthode s'aligne sur les recommandations de Field (2009) pour une analyse qualitative rigoureuse, permettant ainsi une exploration riche et détaillée des perceptions et des expériences liées à cet événement géopolitique majeur.

5.4. Entretiens et analyse documentaire

Des entretiens qualitatifs ont été menés avec des diplomates, des hauts cadres, des chefs de partis politiques, des acteurs économiques et des journalistes. L'analyse thématique a été utilisée pour traiter les entretiens, permettant de dégager des tendances et perceptions clés liées au retrait de la CEDEAO. Ce choix méthodologique est justifié par sa capacité à fournir des insights profonds sur les perspectives des participants (Braun & Clarke, 2006).
En intégrant ces méthodes, l'étude offre une analyse multidimensionnelle des implications du retrait de la CEDEAO, basée sur des données qualitatives pour une compréhension approfondie des enjeux.

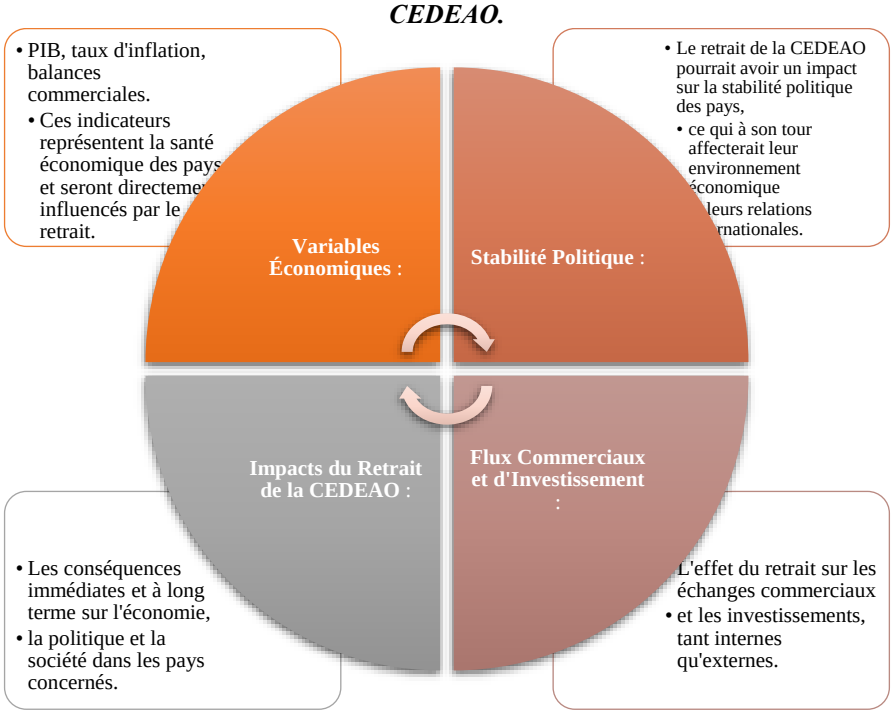
Tableau 1 : Tableau récapitulatif de l'échantillon pour l'enquête qualitative (15 individus)

Code Interviewé	Qualité	Années d'Expérience	Durée d'Entretien
INT01	Diplomate, Ancien Ministre	20+	15 min
INT02	Diplomate, Ancien Ambassadeur	18	15 min
INT03	Ancien Premier Ministre (AES)	15	15 min
INT04	Ancien Premier Ministre (AES)	12	15 min
INT05	Chef de Parti Politique (Soutien des transition, AES)	10	15 min

Code Interviewé	Qualité	Années d'Expérience	Durée d'Entretien
INT06	Chef de Parti Politique, (Opposition)	9	15 min
INT07	Chef de Parti Politique	8	15 min
INT08	Chef de Parti Politique	7	15 min
INT09	Acteur Économique (Patron d'Entreprise)	15	15 min
INT10	Acteur Économique (Économiste)	12	15 min
INT11	Acteur Économique (Chef de PME)	10	15 min
INT12	Journaliste, Desk International	20	15 min
INT13	Journaliste, Desk International	18	15 min
INT14	Journaliste, Desk International	15	15 min
INT15	Journaliste, Desk International	10	15 min

Source : Auteurs, 2024

Figure 6 : Schéma conceptuel des interrelations entre les variables et les impacts anticipés du retrait de la CEDEAO.



Source : Auteurs, 2024

6. Résultats des analyses

6.1. Nuage de mots des entretiens réalisés

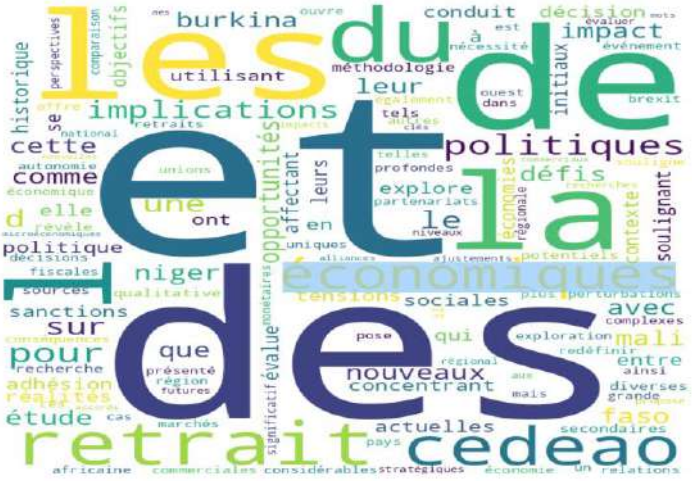
Le nuage de mots ci-dessus illustre de manière visuelle les termes les plus prédominants de l'étude. Le graphique 8 met en évidence les concepts-clés et les thèmes principaux qui émergent de l'analyse du texte. Les mots tels que **"Retrait", "CEDEAO", "Mali", "Burkina Faso", "Niger", "Sanctions", "Démocratie"** ainsi que "Économiques" et "Politiques" sont particulièrement proéminents, soulignant les axes majeurs de l'étude et les inquiétudes de l'échantillon.

Leur présence dominante dans le nuage de mots retranscrit l'accent mis sur les implications économiques, politiques et sociales de cette décision historique. En outre, la récurrence de ces mots souligne l'interconnexion entre les différents aspects abordés dans l'étude, démontrant la complexité des défis et des opportunités qui se présentent pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger dans le contexte post-CEDEAO.

ISSN: 2658-8455
Volume 5, Issue 1 (2024), pp. 289-307
© Authors: CC BY-NC-ND
IJAFAME
International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics

Ce nuage de mots offre ainsi une représentation graphique immédiate et intuitive des thèmes principaux de l'article, permettant aux lecteurs de saisir rapidement les sujets et les préoccupations dominants de cette recherche approfondie.

Figure 7 : Nuage de mots clés des entretiens



Source : Sortie NVIVO

6.2. Analyse économique pré-retrait de la CEDEAO

Avant leur retrait de la CEDEAO, le Mali, le Burkina Faso et le Niger partageaient des défis économiques similaires, caractérisés par une forte dépendance à l'agriculture et à l'aide extérieure, des infrastructures sous-développées, et une vulnérabilité aux chocs externes tels que les fluctuations des prix des matières premières et les aléas climatiques. Comme l'indique un diplomate (Diplomate 01, 15 ans d'expérience) : "*La dépendance de ces économies à l'agriculture est un facteur clé dans leur vulnérabilité économique*."

La performance économique de ces pays était loin d'être homogène, mais chacun bénéficiait de l'adhésion à la CEDEAO, qui offrait un cadre pour la stabilité macroéconomique, des opportunités commerciales élargies et un accès facilité aux marchés régionaux. Un ancien ministre des Affaires étrangères (Ministre02, 20 ans d'expérience) souligne : "*La CEDEAO a offert un espace de stabilité et d'opportunités économiques inestimables pour ces pays*."

La zone CEDEAO représentait pour ces États un espace sans visa qui favorisait la mobilité de la main-d'œuvre et des biens, un aspect crucial pour des pays sans littoral et dépendants des corridors commerciaux à travers les États côtiers pour leurs importations et exportations. Un autre diplomate (Diplomate03, 18 ans d'expérience) remarque : "*La libre circulation des biens et des personnes au sein de la CEDEAO a été un facteur déterminant pour le développement économique de ces pays enclavés*."

Leur rôle au sein de la CEDEAO, bien que modeste par rapport aux économies plus vastes comme celle du Nigeria, était néanmoins significatif. Le Mali, par exemple, avec son secteur agricole robuste, était un contributeur important en termes de produits agricoles dans la région. Le Burkina Faso et le Niger, bien que plus petits en termes de PIB, jouaient des rôles cruciaux dans les échanges de biens tels que les textiles et l'uranium, respectivement. Un chef de parti politique (Parti01, 12 ans d'expérience) affirme : "*Le rôle de ces pays dans la CEDEAO, bien que souvent sous-estimé, a été crucial dans certains secteurs clés comme l'agriculture et les ressources naturelles*."

Les avantages économiques tirés de l'appartenance à la CEDEAO pour ces trois pays étaient tangibles. L'accès au Tarif Extérieur Commun (TEC), qui vise à harmoniser les politiques douanières au sein de l'espace CEDEAO, offrait un cadre prévisible pour le commerce extérieur. Un acteur économique (Économiste01, 10 ans d'expérience) explique : "*Le TEC a joué un rôle*

essentiel dans la facilitation du commerce extérieur pour ces pays, leur permettant de diversifier leurs exportations."
Néanmoins, la relation entre ces pays et la CEDEAO n'était pas exempte de tensions, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des politiques économiques communes et la gestion des crises politiques. La décision de retrait doit donc être vue comme un reflet de ces tensions et des calculs politiques internes, ainsi que des évaluations stratégiques visant à préserver la souveraineté nationale face aux dynamiques régionales changeantes. Un ancien Premier ministre (PM01, 15 ans d'expérience) observe : "*Le retrait de la CEDEAO était en partie une réponse aux tensions internes et aux défis de souveraineté auxquels ces pays étaient confrontés*."
La transition vers un nouvel arrangement économique et politique post-CEDEAO pour ces États soulèvera sans doute des questions sur la réorganisation de leurs économies dans un contexte régional et global en évolution.

6.3. Les défis économiques du retrait de la CEDEAO

Le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO présente des défis économiques considérables pouvant redéfinir le paysage économique de l'Afrique de l'Ouest. Ce retrait a immédiatement perturbé le commerce et les investissements régionaux. Comme l'indique un acteur économique (Économiste02, 10 ans d'expérience) : "*Le cadre de libre-échange de la CEDEAO était vital pour nos échanges régionaux. Sa perte entraîne des complications considérables.*"
La disparition des avantages liés au Tarif Extérieur Commun impacte fortement les activités commerciales. Un diplomate (Diplomate04, 17 ans d'expérience) souligne : "*L'incertitude et les risques augmentent, dissuadant les investissements et perturbant nos chaînes d'approvisionnement.*"
Sur le plan monétaire et fiscal, chaque pays doit désormais faire face à un environnement économique mondial incertain de manière autonome. Un ancien Premier ministre (PM02, 14 ans d'expérience) explique : "*L'absence d'harmonisation monétaire et fiscale nous oblige à repenser nos politiques économiques.*"
Ces ajustements auront un impact significatif sur les finances publiques. Comme le fait remarquer un journaliste spécialisé (Journaliste01, 12 ans d'expérience) : "*Les budgets nationaux vont subir une pression supplémentaire, exigeant des réponses stratégiques.*"
Concernant les projets de développement, leur retard ou annulation prive les pays de financements essentiels. Un chef de parti politique (Parti02, 15 ans d'expérience) affirme : "*Notre dépendance aux aides internationales s'accroît, ce qui pourrait décourager les nouveaux investissements.*"
Face à ces défis, les gouvernements doivent planifier méticuleusement pour atténuer l'impact du retrait et tracer une nouvelle voie économique. L'ancien ministre des Affaires étrangères (Ministre03, 22 ans d'expérience) suggère : "*Nous devons chercher de l'innovation et de nouveaux partenariats, notamment avec les BRICS, pour assurer un avenir économique stable.*"

6.4. Opportunités économiques post-CEDEAO

Dans le sillage de leur retrait de la CEDEAO, les pays de l'AES se trouvent face à une toile de nouvelles trajectoires économiques potentielles. L'émancipation de la structure régionale ouvre le potentiel de formation de nouveaux partenariats économiques. "*L'opportunité de partenariats bilatéraux est une aubaine pour aligner nos économies sur les besoins locaux*" (Économiste01, 15 ans d'expérience). Sans les contraintes de la conformité aux politiques de la CEDEAO, ces nations peuvent négocier des accords plus en phase avec leurs intérêts nationaux spécifiques.
Cette nouvelle ère pourrait également être propice à une plus grande autonomie économique et politique. "*Nous avons maintenant la liberté de développer des politiques économiques sur mesure pour nos réalités uniques*" (Diplomate03, 20 ans d'expérience). Les trois pays ont

ISSN: 2658-8455
Volume 5, Issue 1 (2024), pp. 289-307
© Authors: CC BY-NC-ND
IJAFAME
International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics

désormais la latitude de développer et d'implémenter des politiques économiques qui reflètent leurs réalités et aspirations uniques, sans devoir se conformer aux directives économiques régionales.
De plus, le retrait de la CEDEAO peut servir de catalyseur à l'exploration de marchés alternatifs et à la diversification économique. Un chef de parti politique (Parti02, 10 ans d'expérience) explique : "*La diversification économique devient une priorité, explorant de nouveaux secteurs pour l'exportation.*" Traditionnellement dépendants de quelques secteurs clés, ces pays peuvent désormais explorer de nouveaux secteurs pour l'exportation et investir dans la valorisation de leurs ressources.
En s'engageant vers ces nouvelles avenues, le Mali, le Burkina Faso et le Niger pourraient également exploiter leur position stratégique en Afrique de l'Ouest pour devenir des centres de commerce et de transit entre les différentes régions du continent. "*Notre position géographique offre des opportunités uniques pour le commerce et le transit*" (Acteur Économique02, 12 ans d'expérience). La capacité de s'adapter et de réagir rapidement aux dynamiques économiques mondiales pourrait transformer les défis actuels en tremplin pour une croissance à long terme et un développement socio-économique durable.

6.5. Au-delà de l'apparence, les vraies enjeux politiques

La sortie des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la CEDEAO, composée du Mali, du Burkina Faso et du Niger, soulève des enjeux complexes qui transcendent les apparences. Officiellement motivée par un désir de répondre aux aspirations des populations et de lutter contre des influences extérieures perçues comme néfastes, cette décision s'inscrit dans un contexte politique et social plus large, révélant des dynamiques de pouvoir sous-jacentes et des motivations stratégiques.
« Les dirigeants de l'AES semblent chercher à échapper aux exigences démocratiques de la CEDEAO, une manœuvre pour maintenir le contrôle politique » (Ancien ministre des Affaires Étrangères, 20 ans d'expérience).
L'accent mis par les pays de l'AES sur la solidarité, la fraternité et la lutte contre l'insécurité, comme souligné dans leur communiqué conjoint, contraste avec les réalités politiques internes et les défis auxquels ces États sont confrontés. La décision de se retirer de la CEDEAO coïncide avec des périodes de transition politique dans ces pays, marquées par des coups d'État et des gouvernements de transition. Ces périodes de transition ont souvent été accompagnées de tensions avec la CEDEAO, qui a imposé des sanctions en réponse à des actions jugées contraires aux principes démocratiques et à la bonne gouvernance.
« La création de l'AES et la charte du Liptako-Gourma reflètent une aspiration à l'autonomie, mais soulèvent des inquiétudes quant à la viabilité financière de cette nouvelle alliance » (Expert en Relations Internationales, 15 ans d'expérience).
Les tensions avec l'ancienne puissance coloniale, la France, et la détérioration des relations entre ces pays et l'Europe sont également des facteurs clés à considérer. Ces tensions s'inscrivent dans un contexte de remise en question croissante de l'influence occidentale en Afrique et de recherche d'une plus grande autonomie politique et économique.
« La sortie de l'AES de la CEDEAO ne se limite pas à des questions de coopération régionale. Elle est enracinée dans une lutte pour le pouvoir et une remise en question de la gouvernance démocratique » (Journaliste 3, 12 ans d'expérience).
En résumé, les enjeux de la sortie des pays de l'AES de la CEDEAO ne se limitent pas à la recherche d'une meilleure coopération régionale ou à la lutte contre l'insécurité. Ils doivent être compris dans un cadre plus large de lutte pour le pouvoir, de remise en question de la gouvernance démocratique et d'une volonté de se démarquer des influences externes, tout en naviguant dans un environnement géopolitique et économique complexe et en évolution.

7. Analyse comparative et leçons à tirer

La décision du Mali, du Burkina Faso et du Niger de se retirer de la CEDEAO s'inscrit dans une série de précédents où des nations ont choisi de se distancer d'unions économiques régionales. Pour évaluer les implications de tels mouvements, il est instructif de les comparer à d'autres cas de retrait historiques. Un exemple notable est le Brexit, où le Royaume-Uni a choisi de quitter l'Union européenne après un référendum en 2016. Bien que les contextes et les échelles économiques soient différents, des parallèles peuvent être tracés, notamment en termes de répercussions sur le commerce, la monnaie et la politique étrangère.

Les leçons apprises des succès et des échecs de ces expériences sont essentielles pour orienter la stratégie économique des pays post-CEDEAO. Le Brexit, par exemple, a souligné la complexité de dénouer les accords commerciaux existants et les défis de la mise en place de nouveaux systèmes de relations commerciales. Il a aussi montré que la sortie d'une union économique peut entraîner une période de volatilité économique et d'incertitude, affectant les investissements et les marchés financiers.

Cependant, il y a également eu des exemples où des pays ont réussi à négocier des accords commerciaux bilatéraux avantageux post-retrait, permettant une certaine résilience économique et ouverture sur de nouveaux marchés. Cela suggère que pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger, une planification minutieuse, une négociation habile et la recherche proactive de partenaires économiques alternatifs sont cruciales pour capitaliser sur leur nouvelle indépendance économique.

Les implications pour la stratégie économique future des pays concernés sont donc multiples. Ils doivent adopter une approche proactive pour assurer la stabilité économique, tout en explorant de manière créative les possibilités de diversification économique et de partenariats internationaux. Cela implique également l'importance de renforcer les institutions nationales pour qu'elles puissent soutenir les transitions économiques et gérer de manière autonome les questions de politique monétaire et fiscale. Enfin, les expériences d'autres pays indiquent que le renforcement des capacités locales et l'investissement dans les secteurs à forte valeur ajoutée sont essentiels pour une croissance économique durable et inclusive à long terme.

8. Les Scénarios possibles

L'évolution de la situation pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger après leur retrait de la CEDEAO pourrait prendre plusieurs directions. Voici huits scénarios potentiels :

8.1. Scénario 1 : Intégration réussie dans de nouvelles alliances

Dans ce scénario optimiste, les trois pays réussissent à négocier rapidement des accords bilatéraux et multilatéraux avantageux, ce qui compense la perte du marché et de l'appui de la CEDEAO. Ils parviennent à attirer des investissements significatifs grâce à une politique économique innovante, à la stabilité régionale et à des incitations attrayantes pour les investisseurs. Cette intégration réussie entraîne une croissance économique durable et une diversification des économies qui les rend moins vulnérables aux chocs externes.

8.2. Scénario 2 : Isolement économique et instabilité

Dans un scénario moins favorable, le retrait de la CEDEAO conduit à une période prolongée d'isolement économique. Les tentatives de formation de nouveaux partenariats échouent en raison de l'instabilité politique, et les investisseurs internationaux se montrent réticents à s'engager dans des économies jugées à risque. Cette situation entraîne une stagnation économique et des difficultés accrues pour la population, avec des répercussions négatives sur la stabilité sociale et politique.

ISSN: 2658-8455
Volume 5, Issue 1 (2024), pp. 289-307
© Authors: CC BY-NC-ND
IJAFAME
International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics

8.3. Scénario 3 : Transition difficile suivie d'une reprise graduelle

Dans ce scénario intermédiaire, les pays subissent initialement les conséquences économiques négatives de leur sortie de la CEDEAO, mais parviennent progressivement à stabiliser leur situation. Après une période de réajustement économique difficile, caractérisée par l'inflation et la perte de revenus, ils entament une lente reprise en s'appuyant sur des politiques de diversification économique et en tirant parti de leurs ressources naturelles et humaines. Avec le temps, ils commencent à montrer des signes de croissance et d'amélioration de la qualité de vie de leurs citoyens.

8.4. Scénario 4 : Vers une nouvelle union régionale

Dans un scénario alternatif, le retrait de la CEDEAO sert de catalyseur pour la consolidation de l'Alliance des États du Sahel (AES) avec à la clé, une nouvelle union économique régionale, peut-être avec des membres qui partagent des perspectives et des objectifs plus similaires. Cette nouvelle union pourrait être fondée sur des principes de coopération plus équilibrés, qui tiennent compte des leçons apprises du passé. Avec de nouveaux cadres en place pour la coopération économique, politique et sécuritaire, les trois pays parviennent à créer un bloc régional plus cohérent et stratégiquement fort.

8.5. Scénario 5 : Sortie de l'UEMOA et création d'une monnaie propre

Dans ce scénario, les trois pays décident de quitter l'UEMOA et la zone Franc CFA, cherchant ainsi à établir une plus grande autonomie monétaire. Cette décision, bien que risquée, pourrait leur permettre de contrôler davantage leurs politiques monétaires, adaptées à leurs besoins économiques spécifiques. Le processus de création d'une nouvelle monnaie serait complexe et exigerait une gestion prudente pour éviter l'instabilité financière. Si réussi, cela pourrait mener à une meilleure autonomie économique et à une capacité accrue de répondre aux chocs économiques internes et externes.

8.6. Scénario 6 : Difficultés économiques et financières suite à la sortie de l'UEMOA

Dans ce scénario, la sortie de l'UEMOA et la création d'une nouvelle monnaie entraînent des défis économiques et financiers majeurs. La transition vers une nouvelle monnaie pourrait entraîner une instabilité financière, une perte de confiance des investisseurs et une inflation élevée. Sans le soutien et la stabilité offerts par l'UEMOA et la zone Franc CFA, les pays pourraient avoir du mal à attirer des investissements étrangers et à stabiliser leurs économies.

8.7. Scénario 7 : Renforcement de la coopération Sud-Sud et diversification économique

Dans ce scénario, les pays exploitent leur sortie de la CEDEAO et de l'UEMOA comme une opportunité pour renforcer la coopération Sud-Sud. Ils établissent des partenariats avec d'autres nations africaines et des blocs économiques pour diversifier leurs économies et réduire leur dépendance vis-à-vis des anciennes puissances coloniales. Cette démarche pourrait favoriser l'autosuffisance, la résilience économique et ouvrir de nouveaux marchés pour leurs produits et services.

8.8. Scénario 8 : Isolement international et défis de légitimité

Dans ce dernier scénario, la décision de quitter l'UEMOA et de renoncer au Franc CFA pourrait conduire à un isolement international. Les pays pourraient se trouver confrontés à des défis de légitimité sur la scène internationale, affectant leur capacité à négocier des accords commerciaux et à attirer des investissements étrangers. Cette isolement pourrait également entraîner des difficultés à obtenir des prêts internationaux et une aide financière, avec une

impossibilité d'accès au marché international, notamment celui de l'UEMOA Titre, exacerbant les défis économiques et sociaux internes.

8.9. Chaos Politique et Instabilité : Le risque de coups d'État successifs au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES)

Considérant le contexte de fragilité politique au sein des pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), un scénario supplémentaire à envisager serait celui d'une instabilité politique croissante entraînant des changements de régime fréquents. Dans ce scénario, la région pourrait connaître une série de coups d'État, exacerbant l'instabilité et menaçant la cohésion de l'Alliance. Cette instabilité pourrait entraîner des conséquences économiques et sécuritaires graves, y compris une détérioration des conditions de vie des populations, une augmentation des conflits internes, et une difficulté accrue à attirer des investissements étrangers et à maintenir des relations diplomatiques stables avec d'autres nations.

Ces scénarios offrent un aperçu des possibles trajectoires économiques et politiques que pourraient emprunter le Mali, le Burkina Faso et le Niger à la suite de leur décision audacieuse de redéfinir leur positionnement régional et international. Ces développements hypothétiques soulignent la complexité et l'incertitude des choix stratégiques auxquels ces nations sont confrontées. Il convient de préciser que ces scénarios ne sont pas mutuellement exclusifs et pourraient se manifester en combinaison ou évoluer progressivement de l'un à l'autre en fonction des décisions politiques prises, des dynamiques économiques globales, et des relations internationales futures.

9. Conclusion :

En conclusion, l'analyse de la décision historique prise par le Mali, le Burkina Faso et le Niger de se retirer de la CEDEAO a révélé une série de défis et d'opportunités qui pourraient façonner l'avenir économique de ces pays. La synthèse des résultats montre que, bien que le retrait puisse entraver les échanges commerciaux et les investissements régionaux, perturber les politiques monétaires et fiscales existantes et compromettre la stabilité économique et les projets de développement, il ouvre également la porte à la formation de nouveaux partenariats, offre une chance pour une plus grande autonomie économique et politique, et encourage l'exploration de marchés alternatifs pour une diversification économique plus poussée.

Les implications à long terme de ce retrait sont profondes et multifacettes. Elles pourraient entraîner une redéfinition des relations économiques dans la région de l'Afrique de l'Ouest et nécessiteront des ajustements significatifs tant au niveau national que régional. La mise en œuvre réussie d'une stratégie économique post-CEDEAO dépendra de la capacité des pays à naviguer dans l'incertitude, à saisir de nouvelles opportunités et à renforcer leur résilience économique.

Les implications politiques et sociales du retrait des pays de l'AES de la CEDEAO sont multiples et complexes. D'un point de vue politique, ce retrait marque une rupture significative avec les politiques régionales et pourrait redéfinir les relations internationales de ces pays. Les gouvernements de ces États pourraient être perçus comme cherchant à exercer une souveraineté plus affirmée, tout en courant le risque de s'isoler sur la scène régionale et internationale. Ce changement de cap pourrait également influencer les dynamiques internes de pouvoir, avec des groupes politiques internes pouvant soit soutenir, soit s'opposer à la décision de retrait, influençant ainsi le paysage politique national.

Sur le plan social, le retrait pourrait avoir des répercussions directes et indirectes sur les populations de ces pays. À court terme, il y a des risques de perturbations économiques pouvant entraîner une augmentation du chômage, de l'inflation et une réduction des services publics, affectant ainsi la qualité de vie des citoyens. Ces défis économiques pourraient exacerber les

ISSN: 2658-8455
Volume 5, Issue 1 (2024), pp. 289-307
© Authors: CC BY-NC-ND
IJAFAME
International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics

tensions sociales, en particulier dans les régions déjà touchées par l'insécurité et le mécontentement social.
D'autre part, ce retrait pourrait également offrir des opportunités de réforme et de redéveloppement. Par exemple, la nécessité de diversifier les économies et de rechercher de nouveaux partenaires commerciaux pourrait conduire à des initiatives de développement innovantes, potentiellement créatrices d'emplois et favorisant une croissance inclusive.
En outre, les implications pour la société civile et les mouvements démocratiques méritent une attention particulière. Le retrait de la CEDEAO, une organisation qui promeut également les droits humains et la démocratie, pourrait influencer la manière dont ces valeurs sont perçues et intégrées dans les politiques nationales. Cela pourrait soit ouvrir la voie à des réformes démocratiques plus profondes, soit malheureusement entraîner une régression en matière de gouvernance et de respect des droits de l'homme et de démocratie, avec des militaires qui s'accrochent désespérément au pouvoir, sans solutions viables.
En somme, les implications politiques et sociales du retrait de ces pays de la CEDEAO sont à la fois vastes et incertaines. Elles nécessitent une surveillance continue pour comprendre pleinement comment ces changements influenceront le développement à long terme, tant au niveau national que régional.
Pour les recherches futures, il serait pertinent d'examiner de manière plus approfondie les effets microéconomiques du retrait sur les secteurs spécifiques et les communautés locales au sein des pays concernés. Une analyse longitudinale des impacts socio-économiques pourrait fournir des informations précieuses sur les résultats réels du retrait et orienter les politiques futures. Il est également recommandé d'étudier les nouvelles alliances économiques et les accords commerciaux qui émergeront, ainsi que leur impact sur le développement économique à long terme.
En termes de politiques recommandées, ces pays devraient envisager de renforcer leur gouvernance économique, d'investir dans la diversification de leurs économies et de développer des stratégies pour attirer des investissements étrangers ciblés. Par ailleurs, il est essentiel de mettre en place un cadre pour une coopération régionale renouvelée, peut-être avec de nouveaux termes qui reflètent mieux les réalités politiques et économiques contemporaines. Enfin, le Mali, le Burkina Faso et le Niger devraient envisager des mécanismes de solidarité sociale pour atténuer les effets des transitions économiques sur les populations les plus vulnérables.

Références :

(1). Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty.
(2). Adepoju, A. (2009). Les migrations en Afrique de l'Ouest dans le contexte du protocole sur la libre circulation et de l'approche commune de la CEDEAO. *Les régionaux des migrations ouestafricaines: perspectives africaines et européennes*, 17-50.
(3). Armstrong, K. A., & Bulmer, S. (2018). The Governance of the Single European Market.
Articles de presse
(4). Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology.
(5). Burkina Faso, Mali, Niger se retirent de la CEDEAO accessible sur https://www.tdg.ch/cedeao-burkina-mali-niger-se-retirent-de-lorganisation-368702109857.
(6). Création de l'Alliance des États du Sahel (AES) : Une alternative à la CEDEAO et au G5 Sahel ou une organisation de trop accessible sur https://www.maliweb.net/economie/cooperation/creation-de-lalliance-des-etats-du-

sahel-aes-une-alternative-a-la-cedeao-et-au-g5-sahel-ou-une-organisation-de-trop-3036690.html

(7). Creswell, J. W. (2013). Research design: Qualitative, quantitative, and mixed methods approach.

(8). Dhingra, S., & Sampson, T. (2016). Life after Brexit: What are the UK's options outside the European Union?

(9). Diaw, A., & Guidime, D. C. (2013). Une analyse dynamique des déterminants des investissements directs étrangers dans les pays de la Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, *34*(1), 37-53.

(10). Field, A. (2009). Discovering statistics using SPSS.

(11). Kohnert, D. (2024). Perspectives et défis pour l'exportation de terres rares d'Afrique subsaharienne vers l'UE.

(12). KOUASSI, D. S. É., & Jean, G. I. M. T. (2024). Le Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO est-il un instrument au service de la diversification des exportations des pays membres?. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, *5*(1).

(13). Le Mali, le Burkina Faso et le Niger quittent la Cedeao, la région ébranlée accessible sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/01/29/le-mali-le-burkina-faso-et-le-niger-quittent-la-cedeao-la-region-ebranlee_6213690_3212.html.

(14). MEZENE, M., & Echkoundi, M. (2019). L'INTEGRATION ECONOMIQUE ENTRE LES PAYS DE LA CEDEAO: A L'HEURE D'UNE MONNAIE UNIQUE ECONOMIC INTEGRATION BETWEEN THE ECWAS STATES: AT THE TIME OF A SINGLE CURRENCY. *Finance & Finance Internationale*, (15).

(15). Mignamissi, D. (2018). Monnaie unique et intégration par le marché en Afrique: le cas de la CEEAC et de la CEDEAO. *African Development Review*, *30*(1), 71-85.

(16). Oliver, T. (2016). Brexit: Causes and Consequences.

(17). Ouédraogo, C., Koté, A., & Sorgho, Z. (2015). La mobilité des capitaux en Afrique de l'Ouest: investigation avec les pays de la CEDEAO. *Document de travail*, *2015*(06), 01.

(18). Retrait du Mali, Burkina Faso, Niger de la Cédéao : ce qu'il faut savoir accessible sur https://information.tv5monde.com/afrique/retrait-du-mali-burkina-faso-niger-de-la-cedeao-ce-quil-faut-savoir-2706985.

(19). Rodrik, D. (2011). The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy.

(20). Sebego, M., & Gbaguidi, O. (2020). Chapitre III Dynamique de la coopération économique et commerciale entre les pays de la CEDEAO et l'UMA: Cas du Maroc, de la Tunisie et de la Mauritanie1. *Zone de libre-échange continentale et intégration régionale en Afrique*, 81.

(21). SISSOKO, E. F., & al. (2024). SÉCURITÉ OU DÉVELOPPEMENT?: Un dilemme budgétaire dans le contexte des élections de 2024 et de la pression internationale. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, *5*(1).

(22). Sissoko, E. F., & DEMBELE, K. (2023). ANALYSE DES CONSEQUENCES DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES DE LA CEDEAO EN 2022: Examens de l'endettement et de la stabilité macroéconomique du Mali. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, *4*(12).

(23). SISSOKO, E. F., DIAWARA, D. S., BALLO, I., TRAORE, A. O., & DEMBELE, K. (2023). ENTRE INSTABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT: Analyse de l'impact de l'endettement par le marché régional des titres publics et la stabilité politique sur la Croissance économique au Mali (2011-2023). *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, *7*(4).

ISSN: 2658-8455
Volume 5, Issue 1 (2024), pp. 289-307
© Authors: CC BY-NC-ND
IJAFAME
International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management & Economics

(24). Sissoko, E.F. et DEMBELE, K. 2023. ANALYSE DES CONSEQUENCES DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES DE LA CEDEAO EN 2022 : Examens de l'endettement et de la stabilité macroéconomique du Mali. *Revue Française d'Économie et de Gestion*. 4, 12 (déc. 2023).
(25). Stiglitz, J. E. (2002). Globalization and its Discontents.
(26). TRAORÉ, A. Z. DE LA REPRESENTATION DE QUELQUES ORGANISATIONS INTERNATIONALES AU MALI ENTRE 2012 ET 2022.
(27). Yin, R. K. (2003). Case study research: Design and methods.